

# La contre-offensive est en marche

## Après SICARD et QIT, la FTQ gagne la SHAWINIGAN

165 4-174 - LIU-DEO  
BIBLIOTHÈQUE  
VILLE DE MONTREAL,  
1210 E. RUE SHERBRO  
MONTREAL 2-1



50e année — No 1 JANVIER 1965 MONTREAL

### Terrorisme...

2 / LA PRESSE, MONTREAL, VENDREDI 8 JANVIER 1965

#### Attentat contre un organisateur syndical

Un organisateur syndical, M. William Léger, du 6,673 rue Beaulieu, a été victime d'un attentat aujourd'hui. En niant le contact de son automobile ce matin, M. Léger entendit une forte détonation et vit le capot s'élever et retomber à plusieurs pieds du véhicule. Il sortit précipitamment de son automobile pour se protéger contre d'autres explosions qui auraient pu se produire.

La police fut mandée sur les lieux. Une expertise faite par le sergent Léo Plouffe de la Sûreté municipale de Montréal a révélé d'abord que l'explosion n'était pas accidentelle mais qu'on ne s'était pas servi d'un explosif violent, genre dynamite. M. Plouffe a ajouté qu'il sera mieux fixé d'ici une journée ou deux.

**Un organisateur syndical**

M. Léger fait du syndicalisme actif depuis 1949. Il est présentement agent d'affaires de deux syndicats, celui des plâtriers et celui des électriciens de ciment affiliés à l'Association internationale des travailleurs.

Il occupe le poste de président du Conseil des métiers de la construction de Montréal (CSN). M. Léger croit fermement que cet acte criminel a été accompli par des membres mécontents des syndicats qu'il représente. Ce sont les renseignements qu'il a fournis à la police pour l'aider dans son enquête.

Il n'est pas la première fois qu'on tente de le tuer. En mars dernier, M. Léger a été frappé à la tête par un ou des individus qui sont venus par derrière lui. Dans un demi-inconscience, M. Léger n'a pu constater si l'agresseur était seul ou s'il avait un complice.

Il y a quelques semaines à peine, il s'est aperçu que des fils électriques avaient été coupés dans le moteur de son automobile.

**DEMOCRATIE**  
SUITE DE LA PAGE 1

Une explosion mystérieuse

Un porte-parole de la Sûreté montréalaise a déclaré hier soir que le mystère persiste, en ce qui a trait à l'explosion qui s'est produite, hier matin, lorsque M. William Léger, syndicaliste, tourna le démarreur de sa voiture. Même si elle ne la qualifie pas encore de criminelle, la police a décrit cette explosion comme "non accidentelle". Le sergent-détective Léo Plouffe a dit que l'explosion n'avait pas été provoquée par de la dynamite ni par un super-explosif, en précisant que les examens chimiques et microscopiques des pièces du moteur auraient lieu aujourd'hui. M. Léger, président du Conseil des métiers de la construction (CSN), avait été attaqué et battu, en mars dernier, dans une rue de Montréal.

que Québec était prêt à con-... Il a ajouté qu'il préconisait l'adoption par le Canada d'un système... au Congrès... problèmes que va poser leur départ éventuel, puisque M. Sukarno en a ainsi décidé, ju-... l'importante l'aide que...

MONTREAL — La contre-offensive que vient à peine déclencher la FTQ à la suite des agressions répétées de la CSN contre ses affiliés, commence déjà à donner des résultats : coup sur coup, les travailleurs à l'emploi de la compagnie Sicard, à Sainte-Thérèse, et ceux à l'emploi de la compagnie Québec Iron & Titanium, à Sorel, abandonnent la CSN pour des syndicats de la FTQ. Et, au soir du 27 janvier prochain, on apprendra que la FTQ vient encore de se gagner l'adhésion des 1,100 employés de la compagnie d'électricité Shawinigan.

Chez Sicard, la CSN avait annoncé, à la fin de décembre, qu'elle avait obtenu l'adhésion de 100 pour cent des membres de l'Association internationale des machinistes, et qu'elle s'attaquait maintenant à l'Association internationale des ferblantiers. Dans le cas des machinistes, elle ne se privait pas, au surplus, de souligner que c'était là le syndicat dont notre nouveau président, le confrère Louis Laberge, avait été représentant au Québec.

#### Un p'tit tour à la CSN et puis s'en vont...

Mais, ironie du sort ! quelques semaines plus tard, c'étaient les Travailleurs unis de l'automobile, dont le directeur provincial est nul autre que le président Laberge, qui intervenait à Sainte-Thérèse avec l'assentiment de nos affiliés. Et, en quelques jours, sans aucune autre campagne d'organisation que celle menée par les employés de Sicard eux-mêmes, la presque totalité d'entre eux quittaient à son tour la CSN et payaient deux autres dollars pour adhérer aux TUA.

C'est là qu'on a vu que le petit jeu de la "libération des travailleurs", ça se jouait à deux. Les travailleurs, qui, hier, avaient quitté la FTQ pour la CSN, quittaient la CSN pour la FTQ, dès le lendemain, par la porte d'un autre de ses affiliés. Cela prouve que si des syndiqués peuvent en arriver, après des années, à être mécontents d'un syndicat de la FTQ, ça ne leur prend pas un mois à se dégoûter complètement de la CSN.

#### Un château-fort CSN qui est un château de cartes

À la QIT, dans la région de Sorel, les travailleurs ont spontanément quitté la CSN pour la simple raison qu'il leur était possible, sur place, de faire la comparaison avec un autre affilié de la FTQ, les Métallurgistes unis d'Amérique, qui re-

présentent les employés des usines voisines d'Atlas Steels et de British Titan. Alors, les employés de la QIT n'ont pas eu besoin que la FTQ leur fasse de dessin pour s'apercevoir qu'après plus de sept mois de grève avec les secours de misère de la CSN, ils avaient une moins bonne convention collective que celles que le représentant des Métallos, le vice-président Jean Gérin-Lajoie, de la FTQ, avait réussi à obtenir en négociations directes avec l'Atlas Steels et la Titan.

Ce n'est pas tout : la force évidente de la FTQ dans la région de Sorel-Tracy attire comme un aimant les autres membres de la CSN. Déjà, quelques groupes importants ont manifesté leur intention de passer à la FTQ dès l'ouverture de la "période de chasse" dans leur entreprise, et tous les indices portent nos organisateurs les moins optimistes à prévoir que, d'ici un an, un an et demi, la CSN n'existera plus dans ce qu'on considérerait jusqu'ici comme sa place-forte.

#### Quand les "poteaux" changent de camp...

Pendant ce temps-là, pendant que la FTQ, après quelques revers initiaux attribuables à son pacifisme et à son désir d'unité syndicale, déclenchait sa contre-offensive contre la CSN, la campagne allait bon train, à la compagnie d'électricité Shawinigan, dans la lutte à finir entre le Syndicat canadien de la fonction publique (UNESP) et l'association CSN. Au moment d'écrire ces lignes, les "poteaux" de la CSN tombent les uns après les autres dans le camp de la FTQ. La très grande majorité des travailleurs se sont décidés, à l'exemple de ceux de la QIT, à créer l'unité syndicale au sein de leur industrie, ce qui veut dire adhérer à l'UNESP-SCFP, qui groupe déjà 3,500 travailleurs de l'électricité.

(Sans commentaire...)

à la défense de

# DORVAL

... à la CSN

(A LIRE EN 3e PAGE)

Le doyen  
des  
journaux  
syndicaux  
canadiens



Fondé  
par  
Gustave  
Francq,  
en 1916

Publié dans le but de promouvoir les réformes législatives nécessaires à la protection de la classe ouvrière du Québec et à l'amélioration de son sort.

Organe officiel de la  
FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC



Comité exécutif :  
Louis LABERGE, président; Fernand DAOUST, Jean GERIN-LAJOIE,  
vice-présidents; André THIBAudeau, secrétaire; René RONDOU,  
trésorier.

Directeur : Louis LABERGE; rédacteur : Noël PERUSSE.

Adressez toutes communications à :

3333 est, boul. Métropolitain, Montréal 38 — Tél. 725-5221

Imprimé par l'imprimerie Radio-TV, 8430, rue Casgrain, DU. 7-6218

109

Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication.

# "LA FTQ EST EN TRAIN DE DELOGER LA CSN DE SOREL"

MONTREAL — Le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec, le confrère André Thibaudeau, affirme que le changement d'allégeance des employés de la compagnie Quebec Iron and Titanium, qui viennent de passer de la CSN à la FTQ, aura des répercussions syndicales énormes dans la région de Sorel-Tracy, et qu'en réalité sa centrale est en train de déloger sa rivale de cet ancien château-fort de la CSN. Le groupe comprend environ 850 travailleurs.

Le confrère Thibaudeau a exprimé sa satisfaction d'accueillir les employés de la QIT au sein de la FTQ, où, dit-il, ils pourront bénéficier des services techniques et de la force de négociation des Métallurgistes unis d'Amérique, et obtenir ainsi les mêmes avantages que ceux dont jouissent les métallos à l'emploi d'Atlas Steels et de British Titan.

Le porte-parole de la FTQ a souligné que le changement d'allégeance des employés de la QIT constitue un exemple typique de "libération des travailleurs", au sens où se plaie à l'entendre la CSN. Il affirme que les membres de la CSN sont venus spontanément au service d'organisation FTQ-CTC et qu'ils se sont occupés eux-mêmes de se constituer une majorité avec un minimum d'aide extérieure. Selon lui, les employés de quelques autres entreprises de la région ont également manifesté l'intention de quitter les rangs de la CSN, ce qui a incité la FTQ à y maintenir son organisateur, le confrère Jean-Marc Ringuette.

Le secrétaire général affirme que cette dernière centrale continue évidemment de déplorer les luttes intersyndicales, mais que ses membres exigent maintenant, face aux agressions répétées de la CSN, que la FTQ accueille dans ses rangs les membres mécontents de la centrale rivale. Selon lui, l'échec de la collaboration entre les Métallurgistes unis d'Amérique et la CSN sur la question de l'évaluation des tâches démontre l'intérêt qu'ont les travailleurs à l'emploi d'une même entreprise ou d'une même industrie à appartenir à la même organisation syndicale.

Enfin, le confrère Thibaudeau, qui est également directeur provincial de l'UNESP-SCFP, a exprimé l'espoir que la CSN permettrait aux employés de la QIT d'exprimer rapidement leur choix.

qu'elle ne priverait pas les travailleurs de leur agent négociateur pendant des mois, comme

elle l'a fait à la compagnie d'électricité Shawinigan (Hydro-Québec).



PHOTOGRAPHE SYNDICAL  
DEPUIS 1945

FEDERAL PHOTOS  
1405, MACKAY — VI. 2-2836

## Guy Merrill DESAULNIERS

AVOCAT — BARRISTER

2228 est, rue Sherbrooke

Tél. : LA. 6-5571 - 72 - 73



## BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Situation au 30 novembre 1964

PASSIF	
ENVERS LE PUBLIC :	
Dépôts	\$899,079,478
Divers	5,884,973
	\$904,964,451
ENVERS LES ACTIONNAIRES :	
Capital, réserve et profits inactifs	57,666,154
	\$962,630,605
ACTIF	
Disponibilités de caisse	\$145,796,194
Valeurs de gouvernements canadiens (dûment amorties) et autres obligations et actions, ne dépassant pas le coût actuel	239,380,500
Prêts commerciaux et autres avances (déduction faite des provisions pour pertes éventuelles)	558,768,979
Immeubles sociaux et divers (déduction faite des amortissements)	18,684,932
	\$962,630,605

## COMPTE PROFITS ET PERTES

Profits nets de l'exercice finissant le 30 novembre 1964, déduction faite du versement au Fonds de pension du personnel, de l'amortissement des immeubles sociaux, de la provision pour l'impôt sur le revenu et des affectations aux réserves latentes à même lesquelles il a été pleinement pourvu aux créances mauvaises et douteuses et aux moins-values du portefeuille	\$ 4,079,504
Dividendes	2,879,793
Report à nouveau	\$ 1,199,711
Solde du compte Profits et Pertes au 30 novembre 1963	466,443
	\$ 1,666,154
Porté au Fonds de réserve	1,000,000
Solde du compte Profits et Pertes au 30 novembre 1964	\$ 666,154
Provision pour l'impôt sur le revenu \$4,785,000	

## FONDS DE RÉSERVE

Solde au 30 novembre 1963	\$ 43,920,719
Prime d'émission	79,281
Transport du compte Profits et Pertes	1,000,000
Solde au 30 novembre 1964	\$ 45,000,000

Le président,  
LOUIS HÉBERT

Le gérant général,  
ANDRÉ LACASSE



## EDITORIAL

# LA DEMOCRATIE ET LES GUERRES

Ce n'est certainement pas pour des raisons d'efficacité que l'on choisit la démocratie de préférence à la dictature. C'est parce qu'elle constitue un régime qui, en respectant la liberté, est plus conforme à la dignité humaine.

Dans le cours normal des choses, les démocraties fonctionnent assez bien, bien que de façon généralement plus lente que les dictatures. Mais, en périodes de crise, comme à l'occasion des guerres, elles sont souvent paralysées pendant un certain temps avant de pouvoir réagir.

C'est ainsi qu'au cours de la 1ère Grande Guerre, les Alliés n'ont arrêté les Allemands qu'en 1916, à Verdun, avant de pouvoir contre-attaquer et vaincre les armées du kaiser. Au cours de la dernière guerre mondiale, les pays démocratiques ont perdu la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, etc., et les Etats-Unis ont subi Pearl-Harbor, avant d'obtenir la reddition sans condition de l'Axe Berlin-Rome-Tokio.

On dit que l'Histoire se répète et il semble que l'on va bientôt assister à un semblable renversement de la situation sur le front de la guerre intersyndicale qui oppose la FTQ et la CSN dans le Québec.

Au début, la CSN a commencé par accumuler victoires sur victoires : Consumers Glass, Compagnie de transport provincial, Commission de transport de Montréal... La CSN avançait en territoire FTQ avec la brutalité des PANZER DIVISIONS d'Adolf Hitler. Pendant ce temps-là, la FTQ, qui est une centrale démocratique dont les affiliés ne marchent pas au "push button", multipliait les consultations, créait un service de coordination FTQ-CTC et mobilisait ses troupes.

Evidemment, pendant que le Parlement des travailleurs, c'est-à-dire la FTQ, discutait laborieusement les mesures à prendre, s'employait à créer un front commun respectant les droits de chacun, les généraux Marchand et Pépin, par l'intermédiaire de leurs colonels régionaux, poursuivaient contre nous une offensive générale qui a remporté certains succès.

Mais, si la FTQ a été lente à réagir, il semble que sa réaction en sera d'autant plus vigoureuse et mieux soutenue. Déjà, elle a commencé à remporter des gains significatifs, chez Sicard, à la Québec Iron and Titanium, et ça ne fait que commencer. Demain, elle va déloger la CSN de la compagnie d'électricité Shawinigan, où la centrale rivale s'est imposée aux travailleurs avec des méthodes de syndicat de boutique. Après-demain, elle va supplanter complètement la CSN dans ses châteaux-forts traditionnels de Sorel et de Québec, où les syndicats nationaux se sont trop fait connaître, depuis des années, pour pouvoir se conserver la confiance des travailleurs.

Il est à prévoir que la contre-offensive de la FTQ, qui ne fait que commencer, va éventuellement dépasser en ampleur l'objet de simples représailles. Car, les démocraties, qui sont nécessairement lentes à mobiliser leurs troupes par la persuasion, finissent toujours par inspirer à leurs armées et à leurs populations civiles des convictions profondes et durables qui ne leur permettent pas de s'arrêter à mi-chemin. C'est ce qui explique que les Alliés de la dernière guerre mondiale ont dû exiger la reddition sans condition de leurs ennemis plutôt que de négocier un armistice.

Evidemment, il se trouvera bientôt des âmes pieuses, que ne scandalisaient pas les agressions de la CSN, qui vont crier "Au meurtre !" devant les premières victoires de la FTQ, condamner les luttes intersyndicales, s'apitoyer sur le tort ainsi causé aux travailleurs, ressusciter même le vieux rêve de l'unité syndicale. Eh bien ! Il faudra rester sourd pendant un bon bout de temps à ces thèmes généraux que la FTQ prêche dans le désert depuis des années, et qui n'ont eu aucun écho dans les milieux bien pensants qui ont gobé la propagande de la CSN pour des raisons tout à fait étrangères au bien-être des travailleurs et aux grands principes du syndicalisme.

La FTQ n'a pas voulu la guerre. Elle a cherché à l'éviter longtemps par des appels qui ont été interprétés comme des aveux de faiblesse. Comme toutes les démocraties, elle a mis du temps à mobiliser et à contre-attaquer. Ce n'est pas au moment où sa contre-offensive démarre qu'elle va laisser démoraliser son effectif par des considérations sentimentales qui n'ont jamais préoccupé personne d'autre qu'elle-même.

Il est peut-être trop tôt pour parler de reddition sans condition. Mais il est également prématuré de parler d'armistice.

## ECOEURANTERIE SIGNÉE "CSN"

"D'autre part, autre geste de nature à compliquer le règlement de cette grève qu'ils sont les seuls à avoir déclenchée, les typographes, à l'exemple de la direction du journal, ont rejeté eux aussi le projet soumis par M. Lesage le "jugant tout à fait insatisfaisant pour permettre un règlement honorable et satisfaisant après une aussi longue lutte."

La (presse) libre  
Publié par la Confédération  
des Syndicats nationaux  
(10-12-1964)

## Un front commun syndical-gouvernemental-patronal

# DORVAL: LA FTQ GAGNE LA 1<sup>ère</sup> MANCHE POUR L'AIM



FEDERAL PHOTOS



FEDERAL



FEDERAL PHOTOS

LES ELEMENTS LES PLUS REPRESENTATIFS de la région métropolitaine ont généreusement répondu à l'appel que leur lançaient la FTQ et la CTM en vue de coordonner les démarches destinées à conserver son intégrité à la base d'Air Canada à Dorval, où l'emploi de milliers de travailleurs est en péril à la suite de la nomination par Ottawa d'une commission royale d'enquête dont le mandat semble être de renverser la décision de la société de la Couronne de fermer sa base de Winnipeg. La photo du haut nous fait voir

le président Louis Laberge expliquant à ses invités les données du problème; il est entouré à la tribune des confrères Jean Lachapelle, de l'AIM, Jean-Paul Ménard et Gérard Rancourt, respectivement président et secrétaire du CTM. Sur la photo du centre, on aperçoit le maire Jean Drapeau, de Montréal, debout pour faire une suggestion. Celle du bas montre une autre partie de l'assistance, avec, au premier plan, cinq étudiants vivement intéressés.

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec et le Conseil du travail de Montréal ont réussi à gagner la 1<sup>ère</sup> manche de la bataille que notre mouvement a déclenchée ce mois-ci pour conserver son intégrité à la base d'entretien et de révision de la société Air Canada à Dorval. Le gouvernement provincial, les municipalités de la région de Montréal, les milieux commerciaux et industriels, les associations populaires, dont l'UCC, les étudiants de Montréal et du Québec, tout le monde est maintenant d'accord pour appuyer la campagne de la FTQ en vue de conserver ici une entreprise représentant des milliers d'emplois.

Le 19 janvier dernier, date de l'ouverture des séances publiques de la Commission d'enquête Thompson à Winnipeg, une cinquantaine de représentants de ces divers milieux se réunissaient dans la métropole, sous la coprésidence des présidents Louis Laberge, de la FTQ, et Jean-Paul Ménard, du CTM, pour mettre au point une stratégie commune en vue de faire échec au puissant "lobby" de Winnipeg, qui a réussi jusqu'ici à faire nommer par le gouvernement fédéral un commissaire-enquêteur unique, M. D. A. Thompson, de Winnipeg, qui siège en même temps à la Commission hydro-électrique du Manitoba, avec le mandat apparent de renverser la décision d'Air Canada de transférer l'entretien de tous ses appareils.

### D'abord un Comité de coordination

A la suggestion de la FTQ, l'assemblée s'est constitué un Comité de coordination composé d'un représentant du gouvernement provincial, probablement le ministre des Richesses naturelles, M. René Lévesque, d'un représentant du maire Drapeau, de Montréal, Me George Gould, de MM. Robert Panet-Raymond, de l'Union générale des étudiants du Québec, Gaston Bertrand, de la Chambre de Commerce de Montréal, Gérard Lord, de la Fédération des marchands-détaillants ainsi que des confrères Laberge et Gérard Rancourt, ce dernier assumant le secrétariat de l'organisme.

Le Comité de coordination doit se réunir le 25 janvier pour préciser sa stratégie et décider, notamment, s'il y a lieu de faire des représentations à la Commission Thompson, ou d'en demander l'abolition pure et simple, comme l'a fait le gouvernement du Québec. Déjà, l'organisme a protesté auprès du premier ministre Pearson contre le mandat et la partialité évidente du commissaire-enquêteur, et a demandé au gouvernement fédéral de réviser toute l'affaire.

### Une affaire montée de toutes pièces

Il s'agit en effet de l'affaire la plus trouble qui se soit vue depuis des années. A la suite des pressions du Manitoba à l'encon-

tre de la décision d'Air Canada de fermer sa base de Winnipeg, le ministre fédéral du Transport, M. Pickersgill, et le ministre manitobain de l'Industrie, M. Evans, ont rédigé ensemble le mandat d'une commission d'enquête qui a été confiée à un éminent avocat de Winnipeg que la presse locale présente comme étant un "active community worker". Le Manitoba est officiellement représenté aux séances de la Commission, il a le droit de contre-interroger ceux qui présentent des mémoires, et il a accès à toutes les informations, toutes choses qui n'ont jamais été offertes au Québec.

C'est à la FTQ et au CTM que revient le mérite d'avoir dénoncé ce scandale et d'avoir alerté l'opinion publique. Notre mouvement l'a fait à la requête de son affilié à Dorval, la loge no. 1751, de l'Association internationale des machinistes, qui avait constitué un comité syndical spécial pour faire échec à cette manœuvre politique qui risquait de lui faire perdre 60 pour cent de ses membres par voie de mises à pied ou de mutations à Winnipeg.

### Le "lobby" du Québec commence à la FTQ

La FTQ et le CTM, sur la foi des informations fournies par le comité syndical des Machinistes, ont commencé par protester auprès des autorités compétentes contre la nature de l'enquête de la Commission Thompson. Puis, forts de l'appui qu'ils reçurent, notamment du gouvernement du Québec et de la municipalité de Montréal, ils décidèrent de convoquer une conférence provinciale-municipale, à laquelle ils invitèrent également une quinzaine d'associations, en vue d'assurer la coordination des efforts de chacun.

En donnant ainsi naissance au "lobby" du Québec, qui sera opposé au "lobby" du Manitoba, notre mouvement a démontré qu'il avait à cœur la protection et la défense de ses membres, et qu'il était en mesure de mobiliser au besoin l'opinion publique de tout le Québec derrière une cause qui intéresse non seulement les travailleurs, mais également l'ensemble de la population.

# EMPLOYEES DE LA SHAWINIGAN

Ça fait 15 mois que l'Association-CSN se moque de vous en vous bourrant le crâne avec toutes sortes de MENSONGES.

Prise de désespoir, la CSN, à la dernière minute, essaie encore de vous tromper avec de nouvelles faussetés :

1) La CSN dénigre les contrats de l'UNESP à l'Hydro-Québec :

Qu'a-t-elle de mieux ELLE ?

— BAS ST-LAURENT :

18 mois d'arbitrage pour avoir MOINS que l'UNESP à l'Hydro-Québec et maintenant, vote de grève pour 120 employés contre le colosse !

— GATINEAU POWER :

Perte de rétroactivité et de DROITS ACQUIS par sentence arbitrale de Me Léon Lalande (arbitre)

2) ANCIENNETE :

Qu'elle nous donne le nom D'UN SEUL employé de l'Hydro-Québec mis à pied ou transféré de force depuis que l'UNESP est là ?

QUESTION — Combien d'employés de bureau mis à pied à la Shawinigan ?

REPONSE — Entre 30 et 50 depuis un an (contrat de la CSN) On a beau faire mentir des textes, mais la réalité est là :

**SHAWINIGAN — bureau : 30 employés mis à pied**  
**HYDRO-QUEBEC : AUCUNE mise à pied**

3) La CSN va vous citer des clauses truquées des contrats de l'UNESP à l'Hydro-Québec.

Si vous voyez leurs fameuses clauses encerclées, lisez l'article au complet et RENSEIGNEZ-VOUS !

4) La CSN vous cache que le contrat de travail à l'Hydro-Québec a été accepté au vote secret par 80% des employés de l'Hydro-Québec parce que c'était le contrat qu'ils voulaient !

5) La CSN vous cache le fait que vous de la Shawinigan, tout comme vos confrères de la Southern Canada Power, et de la Northern Quebec Power, vous aurez VOTRE PROPRE contrat de travail avec les clauses que vous voulez !

— **Le 27, c'est le vote de l'UNITE SYNDICALE**

— **VOTEZ POUR LE GROS BON SENS**

— **VOTEZ POUR L'UNITE SYNDICALE**

— **VOTEZ POUR LA COMPLETE RETROACTIVITE**

— **VOTEZ POUR**

**L'Union Nationale des employés de Services Publics — Local 334**

Commission des Relations de Travail du Québec

LA COMPAGNIE D'ELECTRICITE SHAWINIGAN

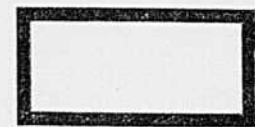
Quebec Labour Relations Board

Pour fins de négociations collectives, par qui désirez-vous être représenté ?

For the purposes of collective negotiation, by whom do you desire to be represented ?

L'Association des Employés de The Shawinigan Water and Power Company

L'Union Nationale des Employés de Services Publics — Local 334



**La FTQ met en orbite avec un succès phénoménal**

# UNE ECOLE DES SYNDIQUES DE LA FONCTION PUBLIQUE

MONTREAL — La nouvelle Ecole des syndiqués de la fonction publique connaît de beaux débuts. En effet, quelque 150 militants se sont présentés à l'inauguration qui avait lieu au siège social de l'Association des pompiers de Montréal. L'hôte, le confrère André Plante, président de ce syndicat, a souhaité la bienvenue aux élèves. A la tribune, il était entouré des officiers des autres syndicats du secteur public, affiliés à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ): ARTEC (annonceurs et commis de Radio-Canada), IATSE (machinistes, accessoiristes et script-assistantes), NABET (techniciens de radio-télévision), SCFP-UNESP (Hydro-Québec et municipalités) et les associations de facteurs et autres employés des Postes.

Le premier cours de cette série de dix classes hebdomadaires portait sur le rôle des structures syndicales. Le conférencier, le confrère Jacques-Victor Morin, de l'Union nationale des employés de services publics (UNESP-SCFP), a d'abord défini le syndicat comme "une association démocratique, destinée à défendre les intérêts et la dignité des travailleurs, et à assurer leur plein épanouissement, à eux-mêmes et à leurs dépendants".

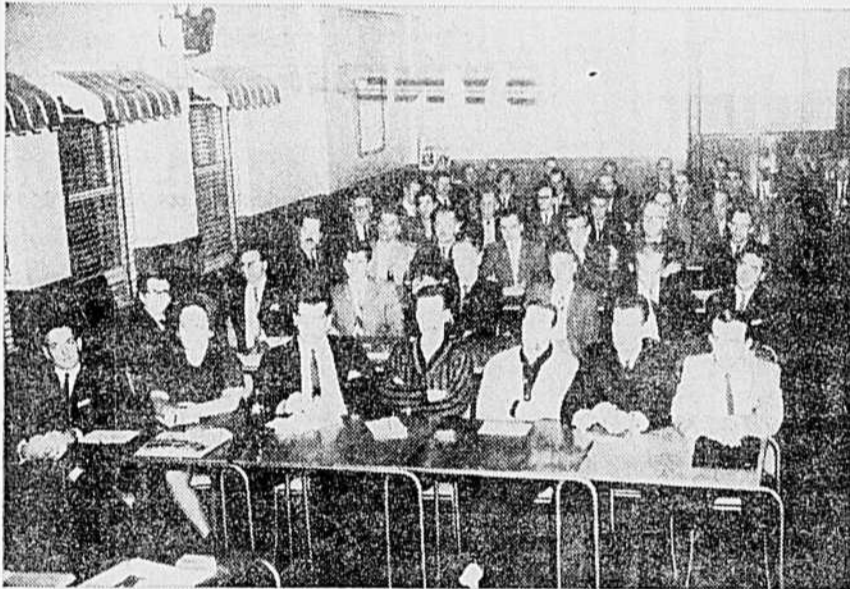
Après avoir exprimé l'avis que les structures doivent être au service des travailleurs, et non pas les travailleurs au service des structures, le confrère Morin a déclaré que les tâches les plus considérables s'accomplissent à la base du mouvement ouvrier, au niveau du syndicat local, qui doit jouir d'un grand degré d'autonomie. "C'est à ce niveau, a-t-il dit, que se forment et s'administrent les conventions collectives, et que se prennent les décisions qui guident les politiques des corps centraux, établies en congrès." Le directeur de l'éducation de la FTQ, le confrère Philippe Vaillancourt, a présenté le conférencier.

En commentant cette nouvelle, le président Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec, a déclaré qu'il convient de voir là la manifestation d'un intérêt accru, de la part des employés québécois du secteur public, pour l'action globale, plutôt que simplement revendicatrice, du syndicalisme. Il a souligné que le mouvement ouvrier a un grand besoin de l'apport de ces travailleurs qualifiés qui consentent à approfondir leur syndicalisme.

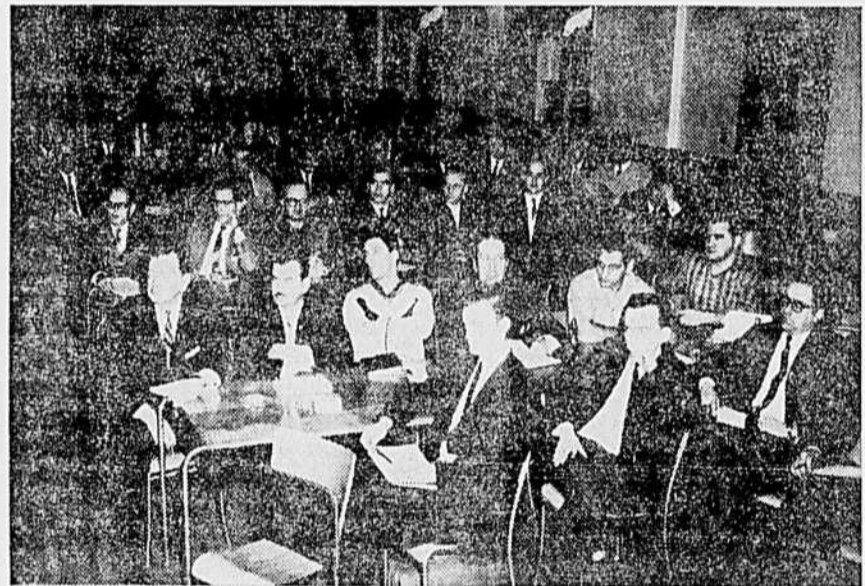


NOS MEMBRES DE LA FONCTION PUBLIQUE ont répondu avec un enthousiasme qui dépassait les prévisions les plus optimistes, à l'appel de la FTQ: 150 inscriptions dès le premier soir, à sa nouvelle école destinée aux syndiqués de ce sec-

teur. On aperçoit ici, donnant l'exemple, le président André Plante, de l'Association des pompiers de Montréal, qui s'occupe lui-même des inscriptions.



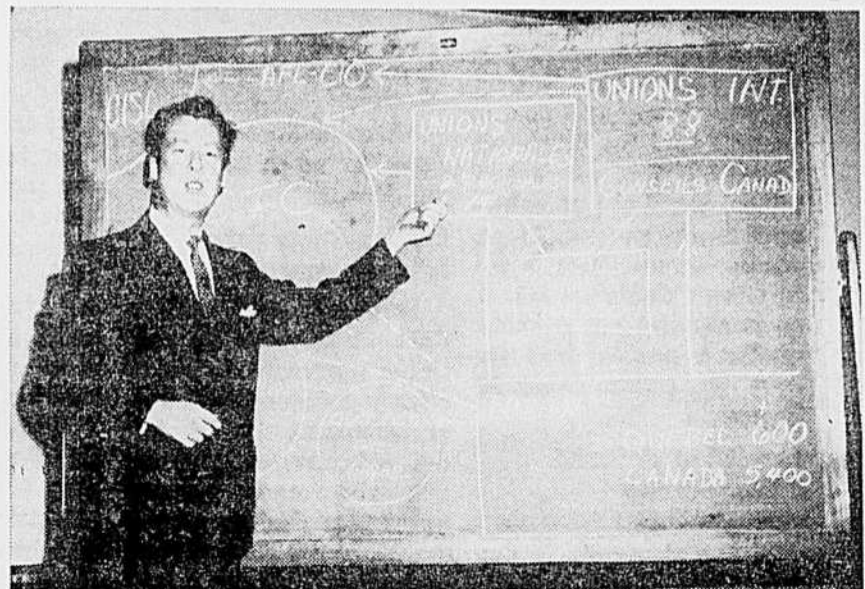
ON NE "BLUFFE" PAS A LA FTQ — on laisse ça à la CSN: on aperçoit ici deux sections de la foule attentive qui suivait le premier cours de la nouvelle Ecole des syndiqués de la fonction publique. Il y avait là, se côtoyant fraternellement, des élec-



triciens de l'Hydro-Québec, des techniciens de la télévision, des pompiers, des employés manuels de la ville de Montréal, des facteurs, etc., pour qui, à leur dignité de travailleurs, s'ajoute celle d'être au service du public.



A TOUT SEIGNEUR TOUT HONNEUR — c'est au président André Plante, des pompiers de Montréal, qu'il appartenait, à titre de parrain et d'hôte de cette nouvelle Ecole, de souhaiter la bienvenue aux étudiants. Il est entouré à la tribune des confrères Jacques-V. Morin, de l'UNESP (SCFP), Adrien Gagnier, de NABET (Radio-Canada),



Philippe Vaillancourt, directeur de l'éducation FTQ-CTC, Maurice Ousset, de l'IATSE (Radio-Canada), Roger Lahaie, de l'ARTEC (Radio-Canada), et Roger Lampron, de l'UNESP (ville de Montréal). A droite, le confrère Morin (UNESP-SCFP) explique les structures de notre mouvement.



La compagne Lise Gadoury (à droite), qui a présenté un magistral exposé sur l'intégration des jeunes travailleurs aux syndicats. La compagne Gadoury est secrétaire du Conseil du travail de Sorel (FTQ), et secrétaire du syndicat local 1571 de l'Union des ouvriers du textile (FTQ), à Berthierville. A gauche, une de ses collègues de la JOC.

## L'intégration du jeune à son syndicat

exposé de Lise Gadoury

Le jeune travailleur, que connaît-il du syndicat, du patronat? Il aura entendu dire que "S'il est bon avec les haut-placés dans l'union", il sera protégé à l'ouvrage.

Au début, on ne sait pas quels sont nos droits

Mes compagnes et moi, ouvrières de l'industrie textile à Berthier, au commencement nous étions toujours inquiètes. Nous avions peur d'aller trop loin dans nos revendications. Je crois que cet état d'esprit s'applique à tous les jeunes travailleurs. On ne sait pas au juste où commencent et où se terminent les droits et prérogatives du patron. Si ce dernier commet une injustice, on "chièle", mais il ne nous vient pas à l'idée qu'il n'a pas le droit de faire ça, puisqu'il est le bourgeois.

Timidité et difficulté à formuler nos revendications

Si l'on demande à des jeunes travailleurs ce qu'ils pensent de leur participation à l'entreprise, ils entendent par là le bon tra-

vail qu'ils doivent donner, et ça ne va pas tellement plus loin. Quant à essayer de participer aux activités, à revendiquer quelque chose en parlant au patron, ils n'osent pas; soit par timidité, ou bien parce qu'ils ne se sentent pas capables de s'exprimer. Ils ont pour leur dire: on paye une cotisation syndicale, on nomme des délégués, qu'ils s'occupent de nous autres. On peut voir là une sorte de refus de leur part. Peu répondent aux invitations qu'on leur fait de participer aux activités du syndicat. Beaucoup répondent: "qu'est-ce que ça va me donner?"

On prend vite goût à la vie syndicale

Pourtant ceux qui se donnent la peine de participer aux activités syndicales y prennent goût. Personnellement, j'y ai fait des découvertes. Je me suis vite rendu compte qu'en plus des avantages matériels que nous obtenons le syndicat, c'est avant tout la dignité humaine de chaque travailleur qu'il défend, lorsqu'il règle équi-

tablement leurs griefs. En améliorant leurs conditions de vie, il contribue à leur plein épanouissement.

On rencontre dans le mouvement syndical des gens qui veulent leur vie entière à la défense des droits des travailleurs. Une fois que le jeune a compris ça, il est édifié, il perd ses préjugés.

Pour la montée de la classe ouvrière

Pour attirer les jeunes au syndicat, il ne suffit pas de leur faire des invitations routinières. Il faut plus que ça. Il faut multiplier les activités éducatives par exemple. Au premier cours de syndicalisme de la JOC à Berthier, une amie y était venue pour me faire plaisir. Après coup, elle m'avoua qu'elle avait trouvé ça plus intéressant qu'elle avait cru.

Il faut trouver le moyen de faire comprendre à chaque jeune travailleur le rôle personnel qu'il peut et doit jouer pour la montée de la classe ouvrière. Les syndicats devraient s'attacher à ce problème. Il en vaut la peine.



MICHEL DORAIS  
employé de bureau à la Southern Canada Power (Local 326 — UNESP — SCFP)

beaucoup de jeunes travailleurs connaissent peu ou mal les syndicats. Ils n'y voient qu'augmentations de salaires et grèves. Ils trouvent aussi que les plus vieux ne leur laissent pas la chance de parler aux assemblées.

De leur côté, trop de patrons abusent sans bon sens des employés, pas seulement au point de vue financier, mais sur le plan humain. On dirait qu'ils ont droit de vie ou de mort sur eux.

Les syndicats constituent une arme précieuse pour tous les travailleurs en gé-

(Michel Dorais)

ral et pour les jeunes en particulier. Les jeunes travailleurs devraient apprendre à se servir efficacement de cette arme. Peut-être pourraient-ils commencer à apprendre à participer comme il faut aux assemblées. Pour ça il leur faudrait étudier la procédure d'assemblées délibérantes, qui n'est pas faite pour faire taire les gens, mais au contraire, pour leur garantir le droit de parole chacun leur tour.

Le délégué de département doit initier le jeune travailleur

(Claude Ducharme)



CLAUDE DUCHARME  
technicien de laboratoire à la Raffinerie BP de Ville d'Anjou (local 9745 — STIPCA)

L'intégration complète du jeune travailleur au syndicalisme ne peut s'accomplir que par l'éducation syndicale. Dès son entrée dans l'usine, il doit connaître graduellement ce que les employés, avec l'aide du syndicat, ont obtenu de la gérance. Par la suite, le délégué de son département devra lui procurer une copie de la convention collective de travail ainsi que lui expliquer la procédure de griefs. Il doit lui ouvrir la porte du syndicat en l'invitant aux assemblées ainsi qu'en lui expliquant la doctrine du mouvement syndical.

# LA FTQ

## AU COLLOQUE — TRAVAIL DE

# LA JOC

Le syndicat, c'est autre chose que des grèves et des augmentations de salaires

Plus de collaboration entre syndicats et mouvements de jeunes

L'automation diminue le travail manuel

(Claudette Lacroix)

(Bernard Marleau)



BERNARD MARLEAU  
employé à la voirie publique de la ville de Montréal (Local 301 — UNSEP-SCFP)

Le manque de compréhension des jeunes au point de vue syndical est dû en partie, je crois, au manque de collaboration qui existait entre les différents mouvements de jeunes et les syndicats.

On pourrait tirer grand profit de part et d'autre en encourageant les rencontres de ce genre sur des problèmes qui nous sont communs.

Il y aurait moyen aussi, je crois, que les syndicats organisent des cours de formation syndicale et les donnent par le truchement des organismes de jeunes existants, tels que la JOC et autres.

Nos jeunes raisonnent déjà en adultes

(André Noël)



ANDRÉ NOËL  
magasinier à l'Hydro-Québec Local 320 — UNESP-SCFP

Face à la mécanisation, les syndiqués ont revendiqué et obtenu le droit d'ancienneté et dans une certaine mesure la sécurité d'emploi. Que deviendront les jeunes? Ce colloque nous a fait découvrir le vrai visage du jeune travailleur. Devant le sérieux et le dynamisme avec lequel les jeunes discutent cet épineux problème, on se rend compte que l'on a déjà affaire à des adultes.



Le vice-président Fernand Daoust, de la FTQ: "A des problèmes politiques, comme ceux de l'automation et de l'éducation, il faut en arriver à trouver des solutions politiques".

## FACE A L'AUTOMATION: UNE SCOLARITE PROLONGEE

L'attitude des jeunes travailleurs à l'égard de la société sera dans une certaine mesure conditionnée par les solutions que la société trouvera à ce défi causé par les problèmes qui découlent des progrès fantastiques de la technologie moderne.

Or jusqu'à la société n'a pas trouvé de réponse au sous-emploi créé par l'automation. L'utilisation de la technologie moderne, son application industrielle, a fait grimper en flèche la productivité des travailleurs: aux Etats-Unis, la productivité (production homme-heure) augmentait au cours des 25 années qui précéderent la 1ère guerre à un taux de 22% en moyenne par décennie.

L'entre-deux-guerres vit ce taux monter à 29%.

Depuis la fin de la 2e grande guerre, ce taux a grimpé à 35% — 40%, et il continue d'augmenter.

A cause de l'automation qui nous plonge dans "l'ère des robots", à cause de l'augmentation naturelle de la main-d'œuvre active, à cause du chômage qui croît sans cesse, il est à se demander si l'objectif traditionnel des syndicats — le plein emploi — est réalisable; s'agit-il d'un mythe? Est-il souhaitable que les travailleurs s'accrochent à un objectif irréalisable? Est-ce que les hommes de demain et surtout ceux d'aujourd'hui ne devraient pas innover dans ce domaine et exiger des pouvoirs publics qu'on assure un revenu à ceux qui composent la main-d'œuvre active?

Les jeunes envahissent un marché du travail déjà saturé — ils font face à un véritable embouteillage. De nos jours, un jeune qui n'a pas au moins 12 ans de scolarité est voué à devenir un chômeur perpétuel, à errer d'un emploi inférieur à un autre et éventuellement — le désespoir s'emparant de lui — à devenir une véritable loque humaine. Dans les nouvelles usines que l'on construit, on exige cette scolarité minimum de 12 ans.

EXEMPLES: usines de produits chimiques — raffineries — aciéries.

Il faut retarder l'entrée des jeunes sur le marché du travail afin qu'ils puissent se consacrer à l'étude, mais il est illusoire de penser que les jeunes travailleurs qui vivent dans des milieux peu fortunés — et c'est l'immense majorité — pourront s'instruire. Ils n'en ont ni les moyens ni la motivation. Il faut entreprendre une lutte acharnée contre la pauvreté que connaissent les familles ouvrières, et qui les force à vivre dans des conditions affreuses et inhumaines.

Comment peut-on penser à s'instruire, à faire des projets, à rêver, à caresser un idéal, à s'acharner dans l'étude et le travail pour que cet idéal devienne réalité, alors que la terrible réalité pour ces jeunes travailleurs tourne autour de ceci: aurons-nous de quoi manger demain? Quand on vit à la petite semaine, on ne pense pas à s'instruire.

L'automation affecte tous les citoyens: pour un fils mis-à-pied, il y a deux pères de familles jetés sur le pavé. L'automation et tout ce qui en découle — scolarité prolongée pour les jeunes; chômage technologique qui menace la classe ouvrière — pose des problèmes politiques. Et à des problèmes politiques il faut apporter des solutions politiques. Le problème dépasse le cadre des relations entre le patronat et les syndicats; il intéresse la société et il appartient à nous tous par l'entremise de nos organisations de faire en sorte que l'opinion publique soit sensibilisée et alertée afin qu'éventuellement les pouvoirs publics mettent en oeuvre les solutions politiques qui s'imposent.

Reportage

réalisé par

Jacques-V. Morin

directeur de

l'Education à

l'UNESP-SCFP

**"La 3e enquête s'impose plus que jamais"**

# LABERGE: "POUR LA FTQ, M. LESAGE N'A PAS REUSSI A CLORE LE DOSSIER FLEURY"

MONTREAL — Le président de la Fédération des travailleurs du Québec, le confrère Louis Laberge, a exprimé l'avis, à la veille de l'ouverture de la session provinciale, que dans l'esprit de bien des gens, et plus particulièrement dans celui des membres de cette centrale syndicale, le premier ministre Jean Lesage n'a pas réussi, par sa présence éclatante à l'inauguration officielle des nouveaux bâtiments, le mois dernier, à clore le dossier de l'hôpital Fleury. Le porte-parole de la FTQ est intervenu de nouveau dans cette affaire à la demande du Comité des requérants.

"Bien au contraire, dit-il, le boycottage de la cérémonie par le ministre de la Santé, les louanges hyperboliques de M. Lesage à l'adresse du Conseil d'administration de l'institution, l'abandon brutal de

Lesage s'engage... dans une impasse

On se rappelle en effet qu'en l'absence de son ministre de la Santé, le premier ministre avait alors déclaré: "Votre conseil d'administra-

suis persuadé, dans la mesure où le passé est garant de l'avenir, que vous continuerez dans la même voie. De fait, je n'ai aucune raison d'en douter."

Selon le confrère Laberge, "M. Lesage en met tellement qu'on a l'impression d'un homme qui tente de couler un ballon au fond d'un lac sans l'avoir dégonflé". On a d'autant plus cette impression, dit-il, quand on met les propos de M. Lesage au regard de la déclaration que faisait son ministre de la Santé, en septembre dernier, à la suite d'entretiens avec des dirigeants de l'hôpital Fleury:

**Triés sur le volet et tout-puissants**

"Est-ce qu'à l'hôpital Fleury, demandait alors le Dr Couturier, on ne tenterait pas de constituer un cercle fermé et de s'emparer de la gestion de l'hôpital, le tout au profit d'un groupe de médecins qui, possédant déjà l'avantage de pouvoir placer leurs patients dans d'autres hôpitaux, se serviraient de cette institution comme d'un 'déversoir'?"

"En réalité, de poursuivre le Dr Couturier, le ministre de la Santé ne saurait intervenir directement dans un conflit de cette nature, mais il a le droit de savoir ce qui se passe même si les membres de la corporation sont tout-puissants et, à plus forte raison, s'ils laissent entendre qu'ils le sont. La corporation a, peut-être le pouvoir d'entériner les injustices, s'il y en a, mais elle n'en a pas le droit, même si

ces injustices sont le fait du bureau médical qui, lui, tend peut-être à former un cercle fermé, et cela dans le but de protéger ses propres intérêts. Enfin, dernière question, le bureau médical actuel a-t-il été légalement constitué? Telle est la question que, en plusieurs milieux, on se pose, sans d'ailleurs pouvoir obtenir une réponse parce que tous les intéressés semblent réticents.

"Le public a le droit de savoir, continuait alors le ministre, si les médecins qui exerçaient leur profession à l'hôpital Fleury et qui en furent évincés, l'ont été pour des motifs justifiés ou s'ils ont été victimes d'une discrimination flagrante.

**"Ni conseils, ni directives..."**

"Si ces médecins sont incompétents, c'est le public qui en a souffert; s'ils sont compétents, ce sont eux qui sont victimes d'une injustice flagrante. Comme je le disais au début, le public a le droit de le savoir et je le laisse à même de juger après lecture de cette mise au point."

C'est alors, rappelle le président de la FTQ, que le Dr Couturier brandissait la menace d'une troisième enquête sur Fleury. Une enquête privée était en cours, dit-il, quand le ministre de la Santé envoya au Comité des requérants, à quelques jours de l'inauguration officielle, le télégramme laconique suivant: "Le travail commencé par Me Dominique Vézina a été abandonné. Je

ne puis vous donner ni conseils, ni directives. Signé: Dr Alphonse Couturier, ministre de la Santé."

**Et l'"hôpital ouvert", alors?...**

Dans les circonstances, estime le confrère Laberge, la troisième enquête sur l'hôpital Fleury s'impose plus que jamais, et il importe qu'elle soit publique afin que la lumière soit enfin faite sur cette troublante affaire. Il est inadmissible, dit-il, qu'on laisse plus longtemps planer le doute sur la compétence professionnelle des médecins exclus de l'institution, en même temps que sur le désintéressement, sinon l'intégrité, des dirigeants actuels de Fleury.

Enfin, le porte-parole de la FTQ déplore le fait qu'au lieu de se contenter d'inaugurer officiellement des installations matérielles, le premier ministre Lesage n'a pas choisi de donner suite aux récentes recommandations de sa centrale et d'inaugurer à Fleury, au moins à titre expérimental, le régime de l'"hôpital ouvert", qui permettrait à tout médecin et à tout chirurgien compétent de "suivre son client" à l'institution de son choix. Selon M. Laberge, l'institution d'un tel régime hospitalier aurait pour conséquences heureuses d'empêcher la formation des "cercles fermés" condamnés par le Dr Couturier, et de briser les véritables cartels commerciaux qui permettent à une clique de praticiens contrôlant un hôpital de fixer les prix au détriment des malades.



Le président LABERGE: "On a l'impression que le premier ministre Lesage tente de couler au fond d'un lac le ballon Fleury avant de l'avoir dégonflé..."

l'enquête de Me Dominique Vézina à quelques jours de l'inauguration officielle, tout paraît confirmer qu'il y a anguille sous roche et que la troisième enquête promise par le Dr Alphonse Couturier s'impose plus que jamais."

tion est formé d'hommes compétents, triés sur le volet et capables d'assumer toutes leurs responsabilités. Je suis personnellement satisfait de la façon dont vous vous êtes acquittés de la tâche ardue que l'on vous a confiée. Je

**LE GRAND PUBLIC EST INVITE**

## A SAINTE-THERESE: UNE CAMPAGNE D'EDUCATION SYNDICALE DE LA FTQ

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec, de concert avec le Congrès du travail du Canada, inaugurerait récemment une série de cours à l'intention des syndiqués de la région de Sainte-Thérèse, municipalité située à une vingtaine de milles au nord de la métropole. L'une des particularités de ce nouveau programme d'éducation, c'est que le grand public est chaleureusement invité à y participer.

"En raison de l'ouverture prochaine de l'usine de montage de la société General Motors dans cette région, d'expliquer le président de la FTQ, le confrère Louis Laberge, les travailleurs et la population en général auront à prendre de graves décisions qui influenceront pendant des années sur leur bien-être. Il est important que les gens de Sainte-Thérèse fassent leur choix en pleine connaissance de cause, et c'est pourquoi nous avons décidé d'ouvrir nos cours au grand public."

Les cours auront lieu tous les premiers et troisièmes mercredis du mois. Les premiers cours donnés par la FTQ porteront sur les structures du mouvement syndical; sur la loi des accidents du travail; sur la loi de l'assurance-chômage; sur les méthodes de redressement des griefs; sur les techniques de négociations d'une convention collective de travail; sur la procédure parlementaire; sur les grèves, etc. Les travailleurs et le public en général sont invités à soumettre les sujets de leur choix qui pourront éventuellement compléter la série de cours.



**EXPORT**  
PLAIN  
OF FILTER TIP  
CIGARETTES

New FILTER KING 25s



Le président DAVID-BOUCHER, de l'UDA, photographié à un récent congrès de la FTQ, alors qu'il se préparait des alliés pour son combat contre GOLIATH-EQUITY.

## Médiation à la Place des Arts

# FTQ-CTM-CTC : appui unanime à David-UDA contre Goliath-EQUITY

MONTREAL — L'Union des artistes, avec l'appui unanime et indéfectible de la FTQ, du CTM et du CTC, a réussi à gagner la seconde manche dans sa lutte de principe avec le syndicat américain Actor's Equity pour la juridiction syndicale sur la Place des Arts : la médiation du conflit intersyndical a été confiée au juge François Chevalier, comme l'avait suggéré l'UDA, présidée par le confrère Pierre Boucher.

Quant à la CSN, elle a joué dans cette affaire le rôle de la mouche du coche, ou celui du pompier — non syndiqué, évidemment — qui arrive quand le feu est éteint. C'est au moment où

une trêve avait été conclue entre l'UDA et l'Equity, que Jean Marchand a fourni aux artistes un appui platonique qui ne pouvait plus rien dire, et a profité de l'occasion pour attaquer des affiliés de la FTQ qui avaient déjà jeté tout le poids de leur influence à la tête du syndicat américain. C'est ce qui s'appelle voler au secours de la victoire, ou encore, enfoncer une porte ouverte.

### La FTQ a toujours appuyé les artistes

Quant à notre mouvement, ce n'est pas d'hier qu'il appuie David-UDA contre Goliath-Equity. Dès le début du conflit intersyndical, la FTQ et le CTC ont défendu leur affiliée, l'Union des

artistes, contre les prétentions impérialistes du syndicat américain. C'est la FTQ qui est à l'origine de la nationalisation de la Place des arts, laquelle a permis à la nouvelle Régie d'accorder la juridiction exclusive au syndicat du confrère Boucher.

On connaît la suite des événements les plus récents : la FTQ et le CTC protestent vigoureusement contre les menaces de boycottage de la Place par l'Equity, et mobilisent l'opinion publique derrière l'UDA; la FTQ et le CTM dénoncent respectivement la lâcheté de la Régie dans sa décision de ne pas contester l'injonction obtenue par l'Equity devant les tribunaux, et lui enjoignent

de revenir sur sa décision à la faveur d'un ajournement des procédures.

### La souveraineté des centrales canadiennes

La FTQ et le CTM ont clairement défini leur position, à cette occasion, en ce qui a trait à l'autonomie des syndicats canadiens : les deux centrales ne considèrent comme syndicat "international" qu'un syndicat affilié aux centrales canadiennes et qui reconnaît pleinement la souveraineté de ces centrales dans les matières canadiennes ou locales. Ce n'est évidemment pas le cas de l'Equity, qui n'a aucune affiliation canadienne, et qui ne respecte aucunement les décisions de la FTQ, du CTC et du CTM dans sa querelle avec l'Union des artistes.

## One-stop banking

In a few minutes they'll be out again, with all their banking done. Right now they want to cash a cheque, get something out of their safety deposit box, have their savings account book made up. Next time? He may be in about a loan; she to buy a money order for her aunt's birthday. An able, obliging staff looks after them; and should they need help on some financial problem, the manager is there — a good man to talk things over with. Complete service. Trained people. Convenient, *one-stop* banking at your chartered bank.

### THE CHARTERED BANKS SERVING YOUR COMMUNITY

Through 5,650 branches, all across Canada, the chartered banks bring full-range banking within the reach of everyone.





**LABERGE ET THIBAudeau AU CST** — Le gouvernement provincial a confirmé le choix que la FTQ a fait de son président, le confrère Louis Laberge, à droite, et de son secrétaire général, le confrère André Thibaudeau, à gauche, comme délégués de notre centrale au Conseil supérieur du travail. Avec le président Laberge, qui est directeur provincial des Travailleurs unis de l'automobile, c'est l'industrie de base — et puis particulièrement la future industrie québécoise de



l'auto (General Motors, Peugeot-Renault) — qui se trouve ainsi représentée au CST. Avec le secrétaire général Thibaudeau, qui est directeur provincial du Syndicat canadien de la fonction publique (UNESP), c'est enfin — et cge n'était pas trop tôt! — tout le secteur syndiqué de la fonction publique qui reçoit sa reconnaissance officielle en faisant son entrée au Conseil supérieur du travail. Le troisième délégué de la FTQ est le vice-président Jean Gérin-Lajoie.

## Victoire de la FTQ sur la CSN, à Valleyfield

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec annonce qu'un de ses affiliés, le Syndicat des préposés à l'entretien des édifices, a remporté la victoire, à six voix contre aucune, contre la CSN, dans un vote d'allégeance syndicale décrété par la Commission des relations de travail, à la Providence Saint-Aubin, de Valleyfield.

Le scrutin avait été rendu nécessaire par l'intervention du Syndicat national de la Providence Saint-Vincent-de-Paul (CSN) dans la campagne d'organisation menée par le syndicat représenté par le confrère Gilles Deschênes.

Récemment, le Syndicat des préposés à l'entretien des édifices était également accrédité par la CRT pour représenter le personnel de la Maison de la Providence, à Côteau-du-Lac.

### A la compagnie Miron Ltée

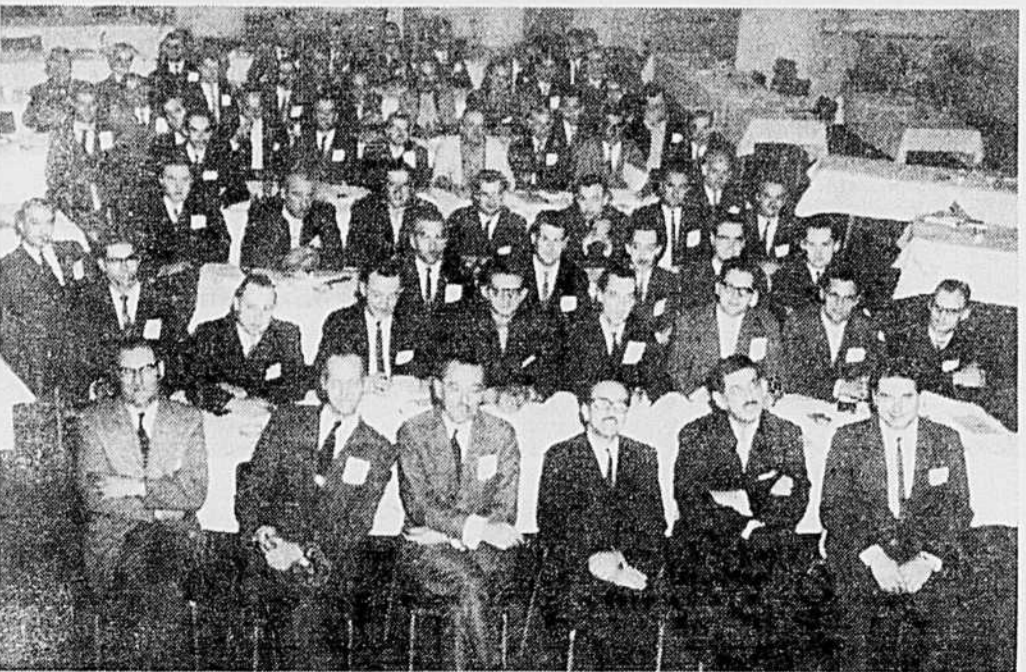
## La FTQ bat la CSN à 5 voix contre 1 à Tracy

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec représente désormais tous les employés de la compagnie Miron Ltée, au nombre de près de 1,100 répartis entre Montréal, Gatineau et Tracy, à la suite d'un vote d'allégeance syndicale qui lui a valu une victoire à 5 voix contre 1 dans cette dernière ville.

Les membres de la FTQ à l'emploi de Miron sont groupés

dans la succursale 415 du syndicat des Travailleurs du ciment, de la chaux et du gypse, et représentés par le confrère Gabriel Cormier.

Notre syndicat était en instance d'accréditation depuis décembre 1963. La CSN avait fait opposition à cette requête et était représentée au bulletin de vote par le Syndicat national des ouvriers du bâtiment de Sorel Inc.



**SI LA CSN DETIENT TEMPORAIREMENT** le championnat du maraudage, la FTQ est la grande championne de la sécurité et de l'hygiène industrielles. Elle est toujours la seule centrale syndicale du Québec à avoir un directeur du bien-être et des accidents du travail. La photo du haut nous fait voir nos directeurs—l'ancien, le confrère Julien Major, assis à droite, et le nouveau, le confrère Robert Lavoie, à gauche — à la tête de la délégation québécoise à la 3e conférence du CTC

sur l'hygiène et la sécurité professionnelles. Sur la photo du bas, nous reconnaissons le confrère Lavoie, de même que MM. Roger Mathieu, vice-président de la Commission des accidents du travail, et Jos Noël, gérant de l'Association de prévention des accidents industriels, qui étaient les trois conférenciers à un stage d'éducation organisé par le syndicat des Métallurgistes unis d'Amérique, sous la direction du confrère Robert Lévesque.

## + La clinique des accidents du travail

Dans le FINANCIAL POST du 4 janvier, paraissait un article coiffé du titre suivant: "Physical cure may follow accident but how about the worker's mind?" (A la suite d'un accident, un travailleur peut être guéri physiquement, mais l'est-il émotionnellement? — traduction libre). Avant de continuer, et sans vouloir diminuer le très grand mérite de cet article, nous faisons remarquer que ce titre n'est pas tout à fait exact. La médecine moderne considère la guérison "physique" d'une façon globale, c'est-à-dire incluant la santé mentale.

Le journal souligne le fait que trop de médecins attardés considèrent un travailleur comme malicieux s'il se plaint encore de douleurs une fois son accident industriel "réparé", guéri. Selon le docteur William Chambers, psychiatre de Floride, s'il est vrai que ces plaintes ont souvent comme origine un certain déséquilibre mental, ces douleurs n'en sont pas moins réelles pour le patient, et ce déséquilibre mental est trop souvent dû à l'attitude rétrograde du médecin de la compagnie.

Puis, le docteur Chambers établit 5 types d'hommes qui peuvent souffrir d'une dépression nerveuse quelconque à la suite d'un accident du travail: le perfectionniste, le primaire qui a réussi, le type qui déteste la compagnie ou le médecin de la compagnie, le type qui est déjà sur le bord d'une dépression nerveuse, et enfin le soi-disant "malicieux", qui est déjà en somme un malade mental avant son accident et qui représente une petite minorité, de toute façon.

Au moment où une nouvelle session provinciale commence, il est peut-être opportun de rappeler que le 14 novembre 1961, dans son mémoire sur les accidents du travail, la FTQ demandait au gouvernement que les cas de dépression nerveuse, à la suite d'un accident du travail, soient reconnus et soignés suivant les normes de la médecine d'aujourd'hui. Cette demande, si importante pour des milliers de travailleurs québécois, est restée jusqu'ici lettre morte. Et pourtant, le gouvernement n'a pas l'excuse traditionnelle de dire qu'il n'en a pas les moyens à l'heure actuelle puisque les fonds de la Commission des accidents du travail proviennent des cotisations payées par les employeurs. Espérons que nos membres, et la population ouvrière de la province, forceront un jour la main du gouvernement en soulevant l'opinion publique autour de ce problème de plus en plus grave à l'époque où le Québec s'industrialise de plus en plus.

Julien MAJOR

The Dean  
of Canadian  
Labour  
Papers

# THE LABOUR WORLD

Founded by  
Gustave  
Francq,  
in 1916

Published in order to promote the legislative reforms needed for the protection of the Quebec working class and for the betterment of its lot.

Official organ of the  
QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

Executive Committee :

Louis LABERGE, president; Fernand DAOUST, Jean GERIN-LAJOIE, vice presidents; Andre THIBAudeau, secretary; René RONDOU, treasurer.

Director: Louis LABERGE; Editor: Noël PERUSSE.

Address all correspondence to :

3333 east, Metropolitan Blvd., Montreal 38 — Tel. 725-5221

Printed by Radio-TV Printing, 8430 Casgrain Street, DU. 7-6218

109

## EDITORIAL

# DEMOCRACY HANDICAPED

It is certainly not for reasons of efficiency that democracy is chosen in preference to dictatorship. It is because democracy constitutes a system which, while respecting liberty, is more in conformity with human dignity.

In the normal course of events, the democracies function well enough, even though generally slower than in the dictatorships. But in critical periods, such as time of war, they are often paralysed for a time before they can manage to act.

This was how it was during the First World War. The Allies only succeeded in stopping the Germans in 1916 at Verdun, before managing to counter-attack and to conquer the kaiser's armies. During the last world conflict the democratic nations lost France, Belgium, The Netherlands, Norway, and so on, and the United States for their part suffered Pearl Harbour, before the unconditional surrender of the Berlin-Rome-Tokyo Axis was achieved.

There is a saying that history repeats itself, and it does look as if we shall soon be witnessing a reversal of situation along the inter-union battle-front where the QFL and the CNTU oppose each other in Quebec.

At the outset, the CNTU managed to score victory after victory: Consumers Glass, Provincial Transport Company, The Montreal Transportation Commission... The CNTU was moving into QFL territory with all the brutality of Adolf Hitler's panzer divisions. During this time the QFL, which is a democratic trade union central whose affiliates don't operate by push-button, went into numerous consultations, established a coordination department between the QFL and CLC, and mobilized its troops.

Obviously, while the Workers' Parliament — the QFL — laboriously pondered measures to be taken and went about setting up a common front respecting the rights of each and all, Generals Marchand and Pépin (acting through their regional colonels) pressed a general campaign against us that met with a certain amount of success.

But if the QFL was slow getting started, it does appear that its reaction will be proportionately more vigorous and sustained. Already it has begun to roll up significant gains: at Sicard's, at Quebec Iron and Titanium, and the end is by no means in sight. Next it is going to dislodge the CNTU at Shawinigan Power, where the rival organization moved in on the workers with shop unions tactics. After that the QFL is going to take over completely from the CNTU in its traditional strongholds at Sorel and Quebec, where the CNTU has become too well known over the past few years to retain the confidence of the workers.

It can be predicted that the QFL counter-offensive which has just been unleashed will eventually surpass the stage of mere reprisal. For in the democracies, which are necessarily slow in rallying their forces by persuasion, invariably end up by inspiring both troops and civilians with a deep and lasting conviction that doesn't let them settle for halfway measures. This explains why, in the last Great War, the Allies demanded unconditional surrender rather than merely negotiating an armistice with their enemies.

Of course there will soon be some pious souls — the type who weren't scandalized by the CNTU aggression — yelling "Murder!" over the initial QFL victories. They will condemn inter-union war, bemoan the harm this causes to the workers, and even revive the old dream about labour unity. But it would seem that for some time to come a deaf ear will have to be turned to such splendid arguments, which the QFL itself has been preaching in the desert for years and which have gone unheard among the well-intentioned who gobbled up the CNTU propaganda for reasons which were quite removed from the welfare of the workers and the high principles of trade unionism.

The QFL did not seek war. It tried time and again to avert it by making appeals that were interpreted as admissions of weakness. Like all democracies, it put a lot of time into getting mobilized and starting its counter-offensive. With that counter-offensive rolling, this is hardly the time for the QFL to demoralize its effectives with sentimental considerations that no one besides itself ever showed any concern about.

It may be too early to talk about unconditional surrender.  
It is also too early to talk armistice.



"WHAT WE HAVE, WE WILL HOLD" was the conclusion of the labour-provincial-municipal conference recently held under the co-chairmanship of QFL president Louis Laberge and MLC president Jean-Paul Ménard, and attended by mayor Jean Drapeau, of Montréal, and Natural Resources minister René Lévesque, in order to prevent the

transfer of about 60% of the Air Canada maintenance base from Dorval to Winnipeg. Here, Dorval mayor Sarto Desnoyers is seen backing the campaign launched by our movement to counteract, with the backing of governmental authorities and public opinion, what was called the powerful Winnipeg lobby.

## At Dorval: QFL, MLC Win First Round for the IAM

MONTREAL — The Québec Fédération of Labour and the Montréal Labour Council have succeeded in winning the first round of the battle our movement has launched to conserve its integrity to the Air Canada maintenance and overhaul base in Dorval.

The provincial government, Montréal area municipalities, the commercial and industrial sectors, popular associations—including the Catholic Farmers Union—and Montreal and Quebec students; all are now agreed to support the QFL drive to keep here an operation that represents thousands of jobs.

Last January 19, date of the opening of public sessions of the Thompson Commission in Winnipeg, a half-hundred representatives of the foregoing groups met in Montreal under the co-chairmanship of President Louis Laberge of the QFL and President Jean-Paul Ménard of the MLC, to devise a common strategy against a powerful Winnipeg lobby. The lobby succeeded in having the federal government appoint a unique inquiry commissioner, Mr. D. A. Thompson of Winnipeg—who at the same time sits on the Manitoba Hydro-Electric Commission—with an apparent mandate to reverse an administrative decision by Air-Canada to transfer the maintenance of all its aircraft from Winnipeg to Dorval.

### First, a Coordinating Committee

At the suggestion of the QFL, the meeting established a coordinating committee comprising a representative of the provincial government, probably Mr. René Lévesque, the minister of natural resources; a representative of Montréal Mayor Drapeau, lawyer Geor-

ge Gould; and Messrs. Robert Panet-Raymond of the General Association of Students of Québec; Gaston Bertrand of the Chambre de commerce de Montréal; Gérald Lord of the Retail Merchants Federation; and Brothers Laberge and Gérard Rancourt. Brother Rancourt was chosen secretary of the body.

The coordinating committee was scheduled to meet January 25 to streamline its strategy, and especially to decide whether representations should be made to the Thompson Commission, or whether its abolition pure and simple should be asked for, as the Quebec government has done. The committee has already protested to Prime Minister Pearson about the terms of reference and the obvious partiality of the inquiring commissioner, and has asked the federal government to revise the entire matter.

### Political maneuvering involved

The affair is one of the most vexatious to have arisen in years. Following pressure by Manitoba against the Air Canada decision to close its Winnipeg base, the federal minister of transport, Mr. Pickersgill, and the Manitoba minister of industry, Mr. Evans, drafted together the terms of reference of an inquiry commission which were entrusted to an eminent Winnipeg lawyer described in the local press as "an active community work-

er." Manitoba is officially represented at commission hearings and is entitled to cross examine those submitting briefs. It also has access to all information. These are things which were never offered to Québec.

The QFL and the MLC have earned credit for denouncing the scandal and alerting public opinion. Our movement did this at the request of its affiliate in Dorval, Lodge 1751 of the International Association of Machinists. The lodge had instituted a special union committee to oppose this political manoeuvre, which threatened the lodge with loss of 60% of its members, either by lay-offs or transfers to Winnipeg.

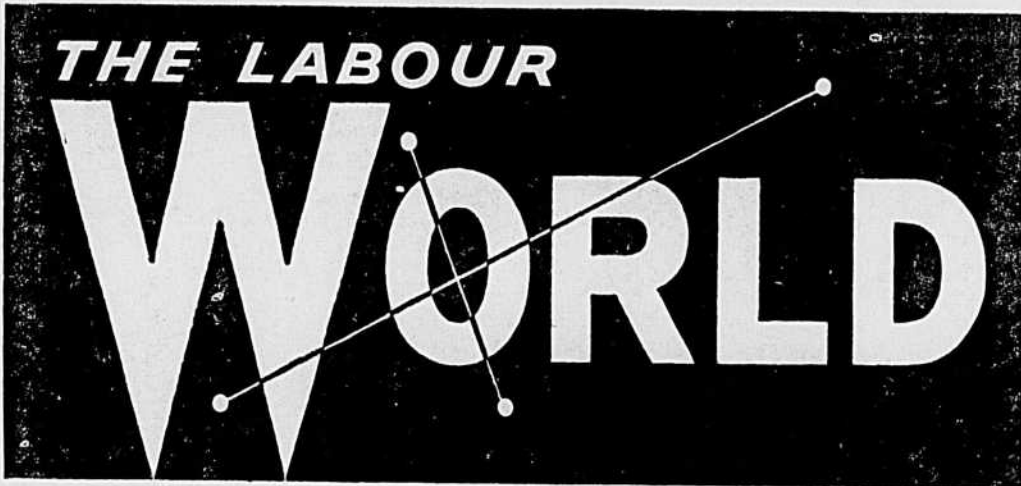
### QFL Launches Québec "Lobby"

The QFL and MLC, acting on information provided by the machinists committee, started out by protesting to competent authorities about the nature of the inquiry by the Thompson Commission. Then, strengthened by the support they received, particularly from the Québec government and the City of Montréal, they decided to call a provincial-municipal conference. Some 15 associations have been invited to it in order to assure coordinated effort.

By giving birth to a Québec lobby, which will be opposed to the Manitoba lobby, our movement has proven its concern for the protection and defence of its members. It has shown, too, that it knew how to mobilize public opinion throughout Québec in support of a cause that concerns not only the workers but the population as a whole.

# Counter-Offensive Gathers Speed

After SICARD LTD., QIT, QFL Wins At SHAWINIGAN



50th Year — No. 1

JANUARY 1965

MONTREAL

Terrorism...

2/LA PRESSE, MONTREAL, VENDREDI 8 JANVIER 1965

### Attentat contre un organisateur syndical

Un organisateur syndical, M. William Léger, du 6673 rue Beaulieu, a été victime d'un attentat aujourd'hui. En mettant le contact de son automobile ce matin, M. Léger entendit une forte détonation et vit le capot s'élever et retomber à plusieurs pieds du véhicule. Il sortit précipitamment de son automobile pour se protéger contre d'autres explosions qui auraient pu se produire.

La police fut mandée sur les lieux. Une expertise faite par le sergent Léo Plouffe de la Sûreté municipale de Montréal a révélé d'abord que l'explosion n'était pas accidentelle mais qu'on ne s'était pas servi d'un explosif violent, genre dynamite. M. Plouffe a ajouté qu'il sera mieux fixé d'ici une journée ou deux.

#### Un organisateur syndical

M. Léger fait du syndicalisme actif depuis 1949. Il est présentement agent d'affaires de deux syndicats, celui des plâtriers et celui des électriciens de la région de Montréal. Il est aussi membre du conseil national de la construction de Montréal (CSN).

M. Léger croit fermement que cet acte criminel a été accompli par des membres mécontents des syndicats qu'il représente. Ce sont les renseignements qu'il a fournis à la police pour l'aider dans son enquête.

Ce n'est pas la première fois qu'on tente de tuer M. Léger. En mars dernier, M. Léger a été frappé à la tête par un ou des individus qui sont venus par derrière lui. Dans sa demi-inconscience, M. Léger n'a pu constater si l'agresseur était seul ou s'il avait un complice.

Il y a quelques semaines à peine, il s'est aperçu que des fils électriques avaient été coupés dans le moteur de son automobile.

**DEMOCRATIE**  
SUITE DE LA PAGE 7

que Québec était prêt à con-... Il a ajouté qu'il préconisait l'adoption par le Canada d'un système... problèmes que va poser leur départ éventuel, puisque M. Sukarno en a ainsi décidé, ju-... confidente l'aide que...

Une explosion mystérieuse

Un porte-parole de la Sûreté montrealaise a déclaré hier soir que le mystère persiste, en ce qui a trait à l'explosion qui s'est produite, hier matin, lorsque M. William Léger, syndicaliste, tourna le démarreur de sa voiture. Même si elle ne la qualifie pas encore de criminelle, la police a décrit cette explosion comme "non accidentelle". Le sergent-détective Léo Plouffe a dit que l'explosion n'avait pas été provoquée par de la dynamite ni par un super-explosif, en précisant que les examens chimiques et microscopiques des pièces du moteur auraient lieu aujourd'hui. M. Léger, président du Conseil des métiers de la construction (CSN), avait été attaqué et battu, en mars dernier, dans une rue de Montréal.

Photo René Sicard, LA PRESSE

Un ne... DET... m... nées... impor... paraly... lock-o... La r... é... v... chés... a déb... bres... des... et... Mar... à to... atten... DUB... de l'... te h... de la... la p... mari... Pap... pour... ordo... éle... AT... pren... M... déter... tions... du cer... au Pa... "rébell... de ses... Ces... déclar... à le... polli... qu... co... de... main... ces d... ion, d... le popo... tre en... de...

MONTREAL — The counter-offensive which has barely been launched by the QFL following repeated aggression against its affiliates by the CNTU is already producing results. In rapid-fire order, employees of the Sicard Company at Ste. Therese and those of Québec Iron & Titanium in Sorel are abandoning the CNTU in favour of QFL unions. And, on the evening of January 27, it will become known that the QFL has gained the adherence of the 1,100 employees of Shawinigan Power.

At Sicard's, the CNTU had announced at the end of December that it had won over all of the members of the International Association of Machinists, and that it was now concentrating on the International Association of Sheet Metal Workers. In the case of the machinists, moreover, the CNTU made no bones about stressing that this was the union our new president, Brother Louis Laberge, had been Quebec representative for.

Atlas Steels and British Titan plants. There was no necessity for the QIT employees having pictures drawn by the QFL to show them that after seven months of strike with the palty relief provided by the CNTU, they had a collective agreement considerably inferior to those that the Steelworkers' representative, Vice-President Jean Gérin-Lajoie of the QFL, had succeeded in obtaining by direct negotiation with Atlas Steels and Titan.

#### The Biter Bit

But the irony of it toll! A few weeks later the United Automobile Workers, whose provincial director is none other than President Laberge, stepped in at Ste. Therese with the approval of our affiliates. And a few days later, without any other organization drive than that conducted by the Sicard employees themselves, practically all of them quit the CNTU and paid another \$2. to join the UAW.

Nor does the story end there. The obvious strength of the QFL in the Sorel-Tracy region is drawing other members of the CNTU like a magnet. Several sizeable groups have signified their intention of switching to the QFL as soon as the "hunting season" opens at their plants. Every indication leads our least optimistic organizers to figure that within a year, maybe eighteen months, the CNTU will no longer exist in what had been regarded up to now as its fortress.

#### For CNTU Lines: A Short Circuit

There you had a little sample of the "liberation of workers" game proving itself to be a two-way street. Workers who had one day left the QFL for the CNTU, left the CNTU for the QFL the next day by using the door of another of the QFL affiliates. This goes to prove that while, over a period of years, workers may become unhappy with a QFL union, it only takes a month for them to wash their hands completely of the CNTU.

Even as the QFL, after some initial reversals due to its peacefulness and desire for labour unity, was starting its counter-offensive against the CNTU, the campaign was shaping up nicely at Shawinigan Power between the National Union of Public Service Employees and the CNTU association. The latest word was that the CNTU key-men were switching one after another and that the workers were heading for the QFL camp.

#### CNTU Stronghold... Built of Cards

At the QIT in the Sorel area, the workers spontaneously abandoned the CNTU for the simple reason that they found it didn't compare with another affiliate of the QFL, the United Steelworkers of America. The USWA represents employees at the neighboring

The great majority of workers seem determined, as was demonstrated at the QIT, to achieve labour unity in industry; this means joining up with NUPSE-CUPE, which has 3,500 electrical workers at Québec-Hydro.

(No comment — It's worth being bilingual!)

... at the CNTU

THE QFL  
up in arms for  
DORVAL

(SEE STORY NEXT PAGE)